Un nouveau modèle de développement pour ouvrir de nouvelles perspectives

Les 1% les plus riches détiennent 46% des richesses mondiales (source *OXFAM*, 2017). 82% des richesses créées en 2017 ont été accaparées par les 1%. Les 10% les plus fortunés détiennent 86% des actifs mondiaux. C'est dans les 40% suivants que s'organise principalement le salariat (les classes moyennes mondiales). Les 50% les plus déshérités possèdent moins de 1% des actifs mondiaux ; ni producteurs, ni consommateurs, ils sont oubliés d'une mondialisation qui tire un trait sur la moitié de l'humanité.

Dix ans après, les leçons de la crise ouverte en 2008 n'ont pas été tirées. Les économistes sont de plus en plus nombreux à reconnaître qu'une nouvelle crise peut survenir à court terme. Pire, pourtant causée par la finance et la spéculation, la crise a été utilisée, notamment dans l'Union européenne, pour imposer cure d'austérité, recul des États sociaux et des droits des salarié•e•s et des populations : la « stratégie du choc ». La mondialisation des échanges et la volatilité du capital permettent la mise en place d'une stratégie de dumping social, environnemental et fiscal au niveau international. La négociation de grands traités internationaux (CETA, TAFTA…) vise à étendre davantage le pouvoir des firmes internationales et à réduire à néant celui des États. D'abord centrées sur la production industrielle, les délocalisations touchent désormais le travail qualifié, le secteur des services et les technologies de pointe, démentant la thèse aux relents coloniaux de division internationale du travail entre les pays émergents et développés.

Enfermée dans des politiques austéritaires réduisant le rôle des États et ouvrant son territoire et ses services publics à la concurrence, l'Europe se marginalise politiquement et économiquement dans le monde, confrontée à la progression des régimes autoritaires. Le monde unipolaire de l'après-guerre froide dirigé par les États-Unis s'estompe face à la montée de la Chine et des émergents. L'incapacité à apporter des réponses collectives à la crise des réfugié•e•s ou aux guerres en particulier aux Proche et Moyen-Orient démontre la fragilisation des instances internationales (et notamment de l'ONU).

La financiarisation du monde démontre pourtant chaque jour qu'elle représente :

- **Une impasse démocratique**, avec la prise de pouvoir des multinationales et institutions financières, qui, malgré le choix des peuples, imposent dans chaque pays du monde leur modèle unique « There Is No Alternative ».

- Une impasse sociale, avec l'explosion des inégalités et la captation des richesses par les 1% les plus riches.

- Une impasse environnementale et un désordre climatique qui peut devenir irréversible.

- Une impasse économique, avec le choix du low cost au détriment de la qualité et du long terme.

Cette fuite en avant entraîne au quotidien une perte de sens du travail, la montée des oppositions au sein du monde du travail. Oppositions nationales, raciales, religieuses, mais aussi entre catégories professionnelles, qui se traduisent dans les urnes mais aussi sur les lieux de travail. Notre syndicalisme a la responsabilité d'ouvrir des perspectives progressistes et rassembleuses en traitant les spécificités issues des rapports sociaux pour rassembler les 99% et créer un rapport de forces envers les 1% les plus riches.

Notre expertise professionnelle, notre qualification, notre rôle et notre place dans le processus de travail, notre engagement syndical, nous donnent des clés pour penser et mettre en œuvre des alternatives. L'enjeu est de retrouver du pouvoir d'agir et la maîtrise du sens et du contenu de notre travail.

Pour construire ces perspectives d'avenir et incarner un syndicalisme qui porte des propositions de sortie de crise, nous fixons comme priorité lors du prochain mandat d'approfondir, proposer et agir autour de cinq questions. Pour que ce travail ne se limite pas à une réflexion d'en haut de la direction de l'Ugict-CGT, l'enjeu est de construire avec nos organisations et les ICTAM, pour l'ancrer aux problématiques territoriales et professionnelles et partir des aspirations des ICTAM.

1. FAIRE DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE UN LEVIER DE PROGRÈS SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

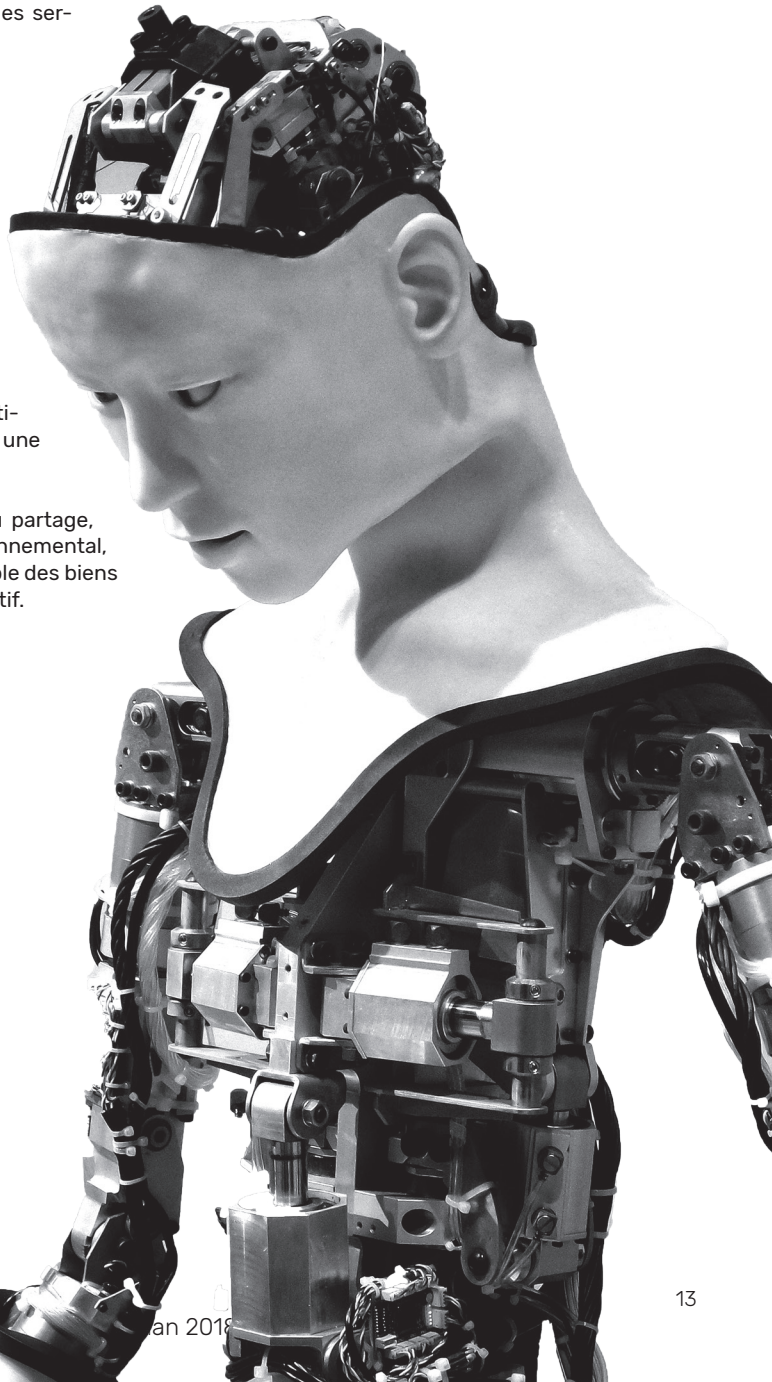
Plus rapide que les précédentes, la révolution numérique n'en est qu'à ses débuts. Refusant le déterminisme technologique, l'Ugict-CGT a fait de cette question une priorité, convaincue que le sens et le contenu des transformations dépendra du rapport de forces. Producteurs et utilisateurs des technologies, l'enjeu est de donner aux ingés, cadres, techs et agents de maîtrise les moyens de peser sur leur contenu et leurs finalités. Pour schématiser, deux grandes transformations sont à l'œuvre :

- Le développement de l'intelligence artificielle et les nouvelles possibilités de robotisation, notamment dans le secteur des services et sur l'emploi intermédiaire et qualifié ;

- Le développement de l'économie des données, reposant sur un faible nombre de salarié•e•s et une masse d'utilisateurs, peu d'investissements, de production et d'immobilisations matérielles. Plutôt que de parler d'économie collaborative, terme valise utilisé pour parler d'Uber comme des AMAP (associations permettant le lien direct producteur agricole/consommateur), nous préférons distinguer entre :

• Le capitalisme de plateforme, accaparé par les géants du numérique ; GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) et autres NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, et Uber), transforme les données des utilisateurs en marchandises de grande valeur, ouvrant une nouvelle phase de concentration du capitalisme ;

• Le coopérativisme de plateforme, ou économie du partage, avec une finalité affichée de progrès social et environnemental, permettant de partager les savoirs et de créer ensemble des biens collectifs ou de les donner et échanger sans but lucratif.



[RENCONTRES]
Le numérique, ubérisation ou levier d'un management alternatif ?

[RENCONTRES]
Révolution numérique : vers un nouveau modèle économique et social ?

Le numérique impacte l'ensemble des sujets revendicatifs tout comme la vie syndicale, il est donc traité tout au long du document d'orientation. D'un point de vue macro-économique, il nous faut notamment approfondir dans notre organisation et porter les questions suivantes :

- Gagner un débat public sur le périmètre et les conditions de l'automatisation.

- Gagner l'évaluation des gains de productivité pour les placer au service du progrès social et environnemental et notamment de la progression de l'emploi (en réduisant le temps de travail), et de l'amélioration de la qualité du travail.

- Analyser les conséquences de la captation de la valeur induite par l'économie des données. Les GAFAM créent leurs richesses, sans structure industrielle ni salarié.es en captant les valeurs produites par d'autres (clients, utilisateurs, autoentrepreneurs…) et bousculent ainsi profondément les équilibres économiques et professionnels.

- Préserver notre droit du travail et notre modèle de protection sociale des attaques du capital et créer de nouveaux droits pour l'ensemble du monde du travail.

- Réformer la fiscalité avec une taxation de la valeur sur son lieu de création, et la taxation de l'utilisation à des fins lucratives des données publiques ou collaboratives.

- Développer les services publics pour empêcher la fracture numérique : maintenir des lieux d'accueil physiques et téléphoniques et permettre à l'ensemble de la population d'avoir accès au haut débit, voire au très haut débit sur l'ensemble du territoire et aider à l'appropriation des nouvelles technologies, garantir à toutes et tous, notamment aux personnes à faibles revenus - d'avoir l'accès au numérique chez soi.

- Protéger les libertés, avec le contrôle et l'encadrement strict de la collecte et de l'utilisation des données personnelles face aux multinationales et aux dérives autoritaires des États.

- Développer des outils nationaux et européens pour préserver notre souveraineté nationale et nos enjeux stratégiques et industriels face aux hégémonies nord-américaine ou chinoise notamment.

- Protéger l'économie du partage qui doit être, à l'image de l'Économie Sociale et Solidaire, définie de manière précise et contraignante, et doit avoir accès à des financements alternatifs aux fonds spéculatifs tels que le financement public ou participatif non lucratif.

- Soutenir et protéger les « communs », notamment en matière d'accès à la connaissance, garantissant le partage de l'usage d'une ressource et une gestion commune, comme Wikipedia ou les logiciels libres. Limiter les droits de propriété des éditeurs de revues scientifiques pour permettre aux auteurs de diffuser leurs recherches est un exemple de levier pour créer des communs de la connaissance.

- Défendre la liberté d'expression et la neutralité du web, notamment face aux algorithmes qui sous couvert de neutralité sélectionnent et hiérarchisent les informations.

La campagne initiée par l'Ugict-CGT à l'automne 2017 *« Construire le numérique autrement »* doit nous permettre, au plus près des ICTAM, de porter des revendications permettant de peser concrètement sur le contenu et les finalités de la révolution numérique. Elle doit être déclinée, complétée et adaptée à chaque territoire et profession.